Communauté de Communes

Jabron Lure Vançon Durance

Le village – 04290 SALIGNAC

Tél. 04.92.34.46.75

cclvd@orange.fr

**COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
C.C.J.L.V.D.**

Séance du 15 Juin 2017

COMMUNE	CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES TITULAIRES	MEMBRES PRESENTS	POUVOIRS ou SUPPLEANTS
AUBIGNOSC	René AVINENS	X	
	Frédéric ROBERT		Pouvoir à M. René AVINENS
	Serge LERDA		
CVSD	Michel FLAMEN D'ASSIGNY	X	
	Olivier LENOIR	X	
MONTFORT	Yannick GENDRON	X	
PEIPIN	Frédéric DAUPHIN	X	
	Béatrice FIGUIERE	X	
	Grégory BERTONI	X	
	Joëlle BLANCHARD		
	Philippe SANCHEZ-MATHEU	X	
	Sabine PTASZYNSKI		Pouvoir à Philippe SANCHEZ
	Robert ESCARTEFIGUE		Pouvoir à Frédéric DAUPHIN
SALIGNAC	Farid RAHMOUN		
	Chantal CHAIX	X	
	Christian TRABUC		Pouvoir à Isabelle MORINEAUD
	Isabelle MORINEAUD	X	
SOURRIBES	Patrick HEYRIES	X	
BEVONS	Gérard COUTELLE	X	
CHATEAUNEUF MIRAVAIL	Jean-Claude CHABAUD	X	
CUREL	Thierry BELLEMAIN		Suppléant Antoine POLATOUCHE
MONTFROC	Jean-Noël PASERO	X	
NOYERS SUR JABRON	François HUGON		
	Brice CHADEBEC	X	
LES OMERGUES	Alain COSTE	X	
SAINT VINCENT SUR JABRON	Michel WATT		
VALBELLE	Pierre-Yves VADOT	X	

Pour la CCLVD :

Emily FAVRE, Chargée de mission

Séance ouverte à 18h40, avec 18 présents (dont 1 suppléant) et 4 pouvoirs. Le quorum est atteint.

Secrétaire de séance : Olivier LENOIR

1. Approbation des comptes rendus des précédents conseils communautaires

Les comptes rendus sont adoptés à l'unanimité.

2. Appel à projet d'Eco-folio pour colonnes de tri du papier

Monsieur le Président explique que l'éco Organisme Eco Folio a lancé un appel à projet visant à améliorer et développer la collecte du papier et l'optimisation des coûts correspondants.

C'est la première année que cet Eco-organisme propose dans l'appel à projet de financer à hauteur de 75% le renouvellement des colonnes de tri dédiées uniquement au papier. Jusqu'à présent, seuls les nouveaux points de collecte pouvaient faire l'objet de subvention, s'il y avait un projet global.

Pour information, le MODECOM (« autopsie des poubelles ») réalisé par le SYDEVOM en 2015 a mis en évidence que 8% du poids des poubelles d'ordures ménagères étaient du papier recyclable, soit un énorme gaspillage financier et de matière.

Sur notre périmètre, certaines colonnes sont en mauvais état et perturbent la collecte (difficulté d'ouverture ou fermeture de la colonne, coque abîmée qui laisse passer l'eau de pluie etc..). La plupart des colonnes concernées ont plus de 12 ans.

De plus, étant donné leur aspect vétuste, elles n'incitent pas au geste du tri.

Il y aurait besoin de remplacer dans un premier temps 8 colonnes :

Produits	Bac papier
Bevons	
Châteauneuf-Miravail	
Curel	
Les Omergues	1
Montfroc	
Noyers-sur-Jabron	1
Saint-Vincent-sur-Jabron	1
Valbelle	
Aubignosc	1
Châteauneuf-Val-Saint-Donat	1
Montfort	
Peipin	1
Salignac	2
Sourribes	
Total	8

- 3 colonnes sur le secteur de la vallée du Jabron (à Noyers, aux Omergues et sur un des points de tri sur la route départementale à Saint-Vincent-sur-Jabron).
- 5 colonnes sur le territoire de Lure Vançon Durance (Châteauneuf Val Saint Donat, Peipin la Poste, Salignac Usine EDF + une colonne prêtée par le Sydevom, Aubignosc City stade)
- Enfin, le remplacement de ces colonnes vétustes n'est pas incompatible avec l'étude de faisabilité de l'extension des consignes de tri au « tous emballages plastiques » et de ses impacts sur la collecte en cours sur l'ensemble du territoire du SYDEVOM. En effet, cette extension pourrait être envisagée à l'horizon 2019 mais nécessitera d'avoir des colonnes en bon état. Et s'il s'avérait que le schéma tel que préconisé par Eco emballages composé de 3 flux avec Fibreux (papiers + carton) ; non Fibreux (métaux

plastiques) et Verre est le plus adapté, les colonnes à papier seraient reconverties en colonnes « fibreux » en rajoutant simplement un autocollant sur la colonne.

- Pour information :

DEVIS COLONNES PAPIERS JUIN 2017

Produits	Colonne papier	TOTAL
Tarifs HT	1 604,00 €	
Tarifs TTC	1 924,80 €	
Besoins CCJLVD	8	8
Coût HT	12 832,00 €	12 832,00 €
Coût TTC	15 398,40 €	15 398,40 €

TVA
2 566,40 €

FINANCEMENT ECOFOLIO 75% HT	9 624,00 €
-----------------------------	------------

TOTAL HT	3 208,00 €
----------	------------

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil confirme la nécessité de candidater à l'appel à projet d'Eco folio 2017 avec le remplacement de 8 colonnes à papiers. Il décide de mandater le Sydevom détenteur du contrat Eco Folio pour déposer le dossier pour le compte de notre collectivité et autorise le Président à signer toutes les conventions qui découleront de cet appel à projet si le dossier était retenu.

3. Réforme des rythmes scolaires et passage de la semaine à 4 jours

Suite aux différentes annonces du Président de la République et du gouvernement concernant la réforme des rythmes scolaires, il a décidé de soumettre la question du retour à la semaine des 4 jours pour la prochaine rentrée scolaire.

Malgré les incertitudes quant à la position définitive qui sera prise par le gouvernement puisque le décret devrait sortir fin juin, il a été décidé d'anticiper afin de pouvoir être prêt pour la prochaine rentrée scolaire si la parution du décret était confirmée.

Monsieur le Président rappelle que la réforme des rythmes scolaires a été mis en place en 2014 afin d'alléger la journée d'enseignement des enfants, favoriser ainsi les apprentissages et permettre au travers des TAP la découverte d'activités nouvelles. Or les résultats à ce jour ne sont pas probants, les enfants sont souvent fatigués et la mise en place des TAP a entraîné un surcoût conséquent pour la collectivité.

Ainsi la Communauté de Communes a demandé à l'ensemble des communes de son territoire et aux conseils d'école de se prononcer sur cette question, leurs avis étant requis pour demander le passage aux 4 jours.

Une fois l'ensemble des avis obtenus, le Directeur académique des services de l'éducation nationale sera sollicité afin qu'il valide notre demande et ainsi informer les parents au plus tôt.

---- A ce jour, le conseil d'école d'Aubignosc-Châteauneuf Val St Donat, de Montfort, de Salignac- Entrepierres ont émis un avis favorable au retour de la semaine des 4 jours. Le conseil d'école de Peipin doit se réunir le vendredi 16 Juin 2017.

La commune de St Vincent, son conseil d'école ainsi que les maires de Valbelle, Noyers et Bevons se sont prononcés pour la semaine des 4 jours. La commune de Peipin a également délibéré pour le retour à la semaine des 4 jours.

La commune d'Entrepierres, figurant au sein du RPI avec Salignac nous a fait savoir qu'elle suivrait la position adoptée par la Communauté de communes.

Ainsi, il semble se dégager un consensus en faveur du retour à la semaine de 4 jours.

Il précise que le retour de la semaine à 4 jours suppose la fin des Temps d'Activités Périscolaires. Elle nécessitera par ailleurs une réflexion sur la mise en place d'un centre aéré le mercredi sur Peipin et le mercredi matin sur la vallée du Jabron, point qui sera évoqué lors du prochain conseil au mois de Juillet après concertation auprès des parents.

A l'unanimité, le conseil communautaire décide de revenir à la semaine de 4 jours dès la rentrée 2017, sollicite à ce titre le Directeur académique des services de l'éducation nationale afin qu'il valide cette position

4. Avenir des Compétences de la Communauté de Communes

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée qu'avec la fusion de nos deux intercommunalités, la Communauté de communes a hérité d'un panel assez important de compétences. Elle dispose d'un an à deux ans, en fonction des compétences, pour décider des compétences à restituer et celles à conserver, l'année 2017 est en effet une année transitoire.

Plusieurs compétences ou domaines d'actions doivent être examinés afin de décider de l'opportunité et de la cohérence de ces dernières à l'échelon intercommunal.

Actuellement les compétences optionnelles et facultatives sont les suivantes:

COMPETENCES OPTIONNELLES :

- **Enseignement préélémentaire, élémentaire et services périscolaires : (ex-CCLVD)**
 - Création, aménagement, entretien et gestion des équipements scolaires et périscolaires existants et à venir ;
 - Plus largement, toutes les décisions de gestion, les charges et les recettes relatives à l'enseignement préélémentaire, élémentaire et aux services périscolaires ;
 - N'est pas considéré comme d'intérêt communautaire le transport scolaire.

- **Voirie et réseaux : (ex-CCLVD)**
 - Création, aménagement et entretien des voies de liaison des zones d'aménagements communautaires (existantes et à venir) au réseau routier principal à l'exclusion de toutes les autres voies de communication
 - Entretien des réseaux d'éclairage public

- Relais TV et radio : la communauté se substitue aux communes membres dans toutes leurs interventions (actions, financements, représentation...)
 - Téléphonie mobile, ADSL et haut débit : actions favorisant la couverture du territoire de la communauté de communes
- **Protection et mise en valeur de l'environnement (ex-CCVJ)**
 - Gestion du caisson à carcasses
- **Politique du logement (ex-CCLVD)**
 - Mise en œuvre de programmes communautaires en faveur du logement à caractère locatif dans le cadre de sa politique d'accompagnement du développement économique. La communauté agira en maître d'ouvrage des projets communautaires. Les programmes de constructions supérieurs à 15 logements sont considérés d'intérêt communautaire.

COMPETENCES FACULTATIVES :

- **Transports collectifs et transports scolaires (ex-CCVJ)**
- **Acquisition et entretien de matériel commun pour les manifestations sportives et culturelles (ex-CCVJ)**
- **Action sociale : (ex-CCVJ)**
 - Réalisation, aménagement et entretien d'une crèche parentale d'intérêt communautaire ;
 - Activités extra et périscolaires (centre de loisirs sans hébergement dans le cadre d'un contrat temps libre, activités liées à un contrat éducatif local, garderies périscolaires) à l'exception des cantines ;
 - Étude sur un schéma de maintien à domicile des personnes âgées et/ou dépendantes ; création et réalisation de structures permettant le maintien à domicile de ces personnes âgées et/ou dépendantes.
- **Acquisition et entretien de matériel commun pour les manifestations sportives et culturelles (ex-CCVJ)**
- **Gestion des relais de télévision et réalisation éventuelle d'autres installations ; gestion des zones d'implantation des relais de télévision, de téléphonie, et toute forme de transmission radiotéléphonique ou autre ; (ex-CCVJ)**
- **Portage (création et gestion) d'un système d'information géographique (S.I.G.)(ex-CCVJ)**
- **Enfance et jeunesse (ex CCLVD)**
 - Acquisition, construction, aménagement, entretien des structures d'accueil avec ou sans hébergement et gestion de leur fonctionnement ;

- Organisation d'actions en direction des enfants et des jeunes, ou subventionnement de telles actions portées par des associations agissant sur le territoire de la communauté de communes ;
 - Sont exclus, les aménagements de village et les équipements de sport (city-stades par exemple).
- **Assainissement : (ex CCLVD)**
 - Elaboration des schémas directeurs d'assainissement,
 - Service Public d'Assainissement Non Collectif
- **Participation de la communauté de communes à la mise en œuvre de la politique Pays (ex CCLVD)**

Actions intercommunales (à priori hors compétences)

- Gestion des Défibrillateurs (vallée du Jabron)

Monsieur le Président explique à l'assemblée que le choix des compétences à conserver ou rendre, doit prendre en compte deux paramètres :

- l'impact financier d'une compétence sur le CIF et donc sur les dotations d'Etat
- l'obligation d'exercer au moins trois compétences optionnelles parmi les compétences suivantes :
 - Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
 - Politique du logement et du cadre de vie
 - Création, aménagement et entretien de la voirie
 - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
 - Action sociale d'intérêt communautaire qu'elle peut confier en tout ou partie à un CIAS.
 - Création et gestion des maisons de services publics
 - Assainissement jusqu'au 01/01/2020.
 - Eau jusqu'au 01/01/2020.
 - Politique de la ville (s'il y a un contrat de ville).

Afin de pouvoir amorcer ce transfert de compétences, il conviendrait dans un premier temps de décider les compétences à conserver et celles sur lesquelles un travail doit être réalisé afin d'établir l'échelon le plus pertinent.

Il a été demandé lors du dernier conseil communautaire de sonder les conseils municipaux notamment sur la question du maintien ou non de la compétence scolaire et périscolaire à la CC. En effet, si un consensus se dégage dès à présent pour conserver une compétence, il n'est pas nécessaire d'analyser un éventuel retour ou maintien.

Monsieur le Président précise que le retour des compétences doit être neutre financièrement pour les communes tout comme pour la Communauté de communes. A l'avenir, la Communauté de communes va avoir de plus en plus de compétences, aussi le retour de la compétence école au niveau communal permettrait de ne pas vider les communes de leurs compétences. Par ailleurs, Monsieur le Président constate que la gestion de la

compétence scolaire à l'échelon intercommunal n'est pas simple, l'absence de proximité rendant sans doute certaines procédures plus longues.

Monsieur le Président propose aux membres du conseil de s'exprimer sur ce sujet.

Monsieur Sanchez indique que la commune de Peipin ne pourra assumer l'entretien de l'école.

Monsieur Dauphin précise qu'on ne peut prendre la décision de suite.

Mme Chaix précise que ce point a été mis à l'ordre du jour pour avoir des tendances afin de ne travailler que sur les compétences sur lesquelles il y a éventuellement débat.

Monsieur Vadot explique que suite à une réunion entre les élus de la vallée du Jabron, ils ont formulé le souhait que les compétences extrascolaire et périscolaire soient conservées à l'échelon communautaire. Pour les cantines, ils ne seraient pas opposés à un éventuel transfert à l'intercommunalité.

Monsieur Dauphin souligne qu'auparavant il n'avait jamais été évoqué des problèmes sur la compétence école, ce n'est qu'avec la fusion que cette question a émergé. Il rappelle que la CCLVD avait été fondée à l'origine sur la base des compétences scolaires et périscolaires et qu'il s'agit de la compétence majeure de notre Communauté de communes.

Mme Chaix indique que les compétences écoles et périscolaires ne sont pas la raison de la création de la Communauté de communes, mais rappelle qu'à ce moment-là il fallait faire une communauté de communes. Aussi ces compétences ont été choisies car il s'agissait des compétences qui posaient le moins problèmes pour le transfert et qui étaient communes à toutes les mairies.

M.Heyries rappelle que la CC a refusé de rejoindre la CCMD car elle souhaitait conserver la compétence scolaire et périscolaire.

M.Gendron indique que le danger de conserver la compétence école à l'échelle de tout le territoire c'est la fermeture de classes et d'écoles, puisque l'inspection académique risque de raisonner à cette échelle territoriale et privilégier les RPI.

Un débat s'ensuit sur la problématique de la fermeture de classe sur la commune de St Vincent sur Jabron.

M.Coutelle rappelle que l'instauration des services périscolaires et extrascolaires sur la vallée du Jabron a permis de conserver des familles sur la vallée et conserver ainsi les enfants dans les écoles de la vallée

Mme Chaix précise qu'avec le nombre de compétences transférées à l'intercommunalité à l'avenir, il ne restera plus rien pour les communes.

Monsieur le Président précise que les communes doivent lors de leur prochain conseil municipal demander un avis sur les compétences à conserver à l'échelle intercommunal ou à restituer au niveau communal. Il conviendra de préciser aux conseils municipaux que les services périscolaires peuvent être scindés et concernent le service garderie-périscolaire, les TAP et la cantine... Cet avis permettra d'orienter le travail à réaliser sur les compétences

5. Instauration de la taxe de séjour

Monsieur le Président rappelle que depuis la loi Notre, la compétence promotion de tourisme figure parmi les compétences de la Communauté de commune. A ce titre la CC peut instaurer une taxe de séjour.

La commission tourisme s'est réunie le 18 MAI 2017 en présence de Pierre Dabout, directeur de l'ADT 04. Lors de ces échanges l'instauration de la taxe de séjour a été évoquée.

Il a été proposé de procéder à la mise en place d'une taxe de séjour afin de pouvoir travailler à la promotion de notre territoire.

Il existe deux possibilités la taxe de séjour au réel et la taxe de séjour forfaitaire.

Taxe de séjour au réel	Taxe de séjour forfaitaire
La taxe est payée par les touristes	la taxe est payée par les logeurs qui perdent ainsi le droit de prélever le produit de la taxe de séjour directement sur leurs clients
Le montant de la taxe de séjour est clairement affiché en supplément de la nuitée.	Le montant de la taxe de séjour est intégré dans le prix des prestations
Les sommes collectées sont indexées sur la fréquentation	Les sommes collectées sont calculées sur la capacité d'hébergement
La taxe ne rentre pas dans l'assiette fiscale, elle n'est pas assujettit aux taxes et impôts.	La taxe est incluse dans l'assiette fiscale

Au vu des deux possibilités exposés ci-dessus et vu les échanges lors de la commission, il est suggéré de procéder à la taxe de séjour au réel (telle que pratiquée à Montfort, CVSD et Salignac). En effet cette dernière est moins pénalisante pour les hébergeurs puisque payée par les touristes en fonction de la fréquentation réelle de l'établissement.

--- Monsieur le Président fait lecture du tableau suivant qui permet de comparer les tarifs pratiqués actuellement sur nos communes et sur les communautés environnantes. Les tarifs proposés pour la Communauté de Communes, au vu de la législation et de ce qui se pratique actuellement, seraient les suivants :

Nature et catégorie de l'hébergement	Tarif par nuitée soit par personne, soit par capacité d'accueil	Sisteronais Buech	P2A	Montfort	Salignac	CVSD	CCJLVD
Hôtel de tourisme 5 étoiles Résidence de tourisme 5 étoiles Meublé de tourisme 5 étoiles	Entre 0.65 € et 3 €	3€	3€	1.20 €			0.70€
Hôtel de tourisme 4 étoiles Résidence de tourisme 4 étoiles Meublé de tourisme 4 étoiles	Entre 0.65 € et 2.25 €	1.20€	2€	1.10 €		070€	
Hôtel de tourisme 3 étoiles Résidence de tourisme 3 étoiles Meublé de tourisme 3 étoiles	Entre 0.50 € et 1.50 €	1.00€	1.00€	0.75 €	0.50€	0.50-0.60-0.70 En fonction du type d'hébergement	0.50€
Hôtel de tourisme 2 étoiles Résidence de tourisme 2 étoiles Meublé de tourisme 2 étoiles Village de vacances 4 et 5 étoiles	Entre 0.30 € et 0.90 €	0.80€	0.90€	0.45 €			
Hôtel de tourisme 1 étoile Résidence de tourisme 1 étoile Meublé de tourisme 1 étoile Village de vacances 1, 2, 3 étoiles Chambres d'hôtes Emplacement dans une aire de camping-cars ou un parc de stationnement touristique par tranche de 24 heures	Entre 0.20 € et 0.75 €	0.60€	0.70€	0.30 €			
Hôtel, résidence ou meublé de tourisme ou village de vacances non classé ou en attente de classement	Entre 0.20 € et 0.75 €	0.40-0.80€ En fonction du type d'hébergement	0.70€	0.25 €	0.50€		
Terrain de camping et de caravanage classé en 3,4 et 5 étoiles	Entre 0.20 et 0.55€	0.50€	0.60€		0.30€		0.30€
Terrain de camping et de caravanage classé en 1, 2 étoiles	0.20€	0.20€	0.20€				0.20€

Le Président précise qu'il a été envisagé une période de perception sur l'année entière mais une période allant du 1er février au 15 novembre, permettrait la perception de la taxe dans l'année d'imposition et permet de couvrir 98% des séjours.

Monsieur le Président explique qu'une fois cette délibération prise, il conviendra d'informer les hébergeurs par courrier de cette décision et les réunir après la saison touristique en septembre/octobre. Il conviendra au préalable de définir les axes de promotion touristique sur lesquels nous souhaitons travailler.

La problématique de la promotion et des moyens de la Communauté de Communes pour rendre visible le territoire a également été évoqué en commission. Il a été proposé de travailler en interne à la communication afin que nous puissions sensibiliser les touristes déjà présents sur le territoire, pour autant afin de pouvoir faire venir les touristes chez nous il a été suggéré de s'associer à des entités plus importantes qui sont en mesure de faire le travail de promotion, de prospection de marché et mise en tourisme.

Ainsi des rendez-vous ont été pris avec les OT de Château Arnoux-Digne, Sault, Montbrun les bains, Sisteron.

Monsieur Lenoir précise que Monsieur DABOUT, de l'ADT 04 a préconisé de réaliser la promotion de notre territoire avec nos voisins, ce qui n'empêcherait pas en parallèle de travailler sur une brochure et un site internet local. Il fait ensuite état des premiers entretiens avec les OT voisins.

--- Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil communautaire décide d'instaurer la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire à compter du 1er janvier 2018. Il précise que la taxe de séjour sera perçue et que la période de perception de cette taxe s'étend du 1^{er} Février au 15 novembre de chaque année. Il fixe les tarifs suivants :

- ***hôtels de tourisme 4 et 5 étoiles, résidences de tourisme 4 et 5 étoiles, meublés de tourisme 4 et 5 étoiles : 0,70 euros/nuit/personne***
- ***hôtels de tourisme de sans classement à 3 étoiles, meublés de tourisme de sans classement à 3 étoiles, villages de vacances, résidences de tourisme jusqu'à 3 étoiles, chambres d'hôtes quel que soit le classement : 0,50 euros/nuit/pers.***
- ***terrains de camping de 3 à 5 étoiles : 0,30 euros/nuit/pers.***
- ***terrains de camping de sans classement à 2 étoiles, aires naturelles de camping, camping à la ferme : 0,20 euros/nuit/pers***

6. Appel à cotisation ADT

Monsieur le Président indique qu'à l'occasion de cette rencontre avec l'ADT, cette dernière nous a sollicité pour adhérer à son agence. Il rappelle que L'agence de développement touristique prépare et met en œuvre la politique touristique de département et en assure la promotion en France et à l'étranger.

Avec l'application de la loi NOTRE et le transfert de la compétence tourisme à l'EPCI l'adhésion au collège des communes et CC revient de droit à la CCJLVD. Le montant de la cotisation demandé est de 2680€

A l'unanimité le conseil communautaire décide de sursoir à la décision en attendant la fusion entre la MDE et l'ADT

7. Demandes de subventions

Monsieur le Président rappelle aux membres du conseil communautaire que la CCJLVD a voté par délibération n°47.2017 du 12 avril 2017 les subventions aux associations. Depuis de nouvelles demandes de subvention ont été reçues l'association l'art de Vivre et le comité de Foire aux agnelles et aux béliers de St Vincent du Jabron.

Ces demandes de subventions ont été examinées en bureau qui a proposé de ne pas donner suite. En effet ces demandes sont arrivées après le vote de budget, par ailleurs une réflexion approfondie doit être menée sur les modalités et les critères d'attribution des subventions.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil communautaire décide de ne pas donner suite aux demandes de subventions citées ci-dessus et prévoit de mener une réflexion sur l'attribution des subventions afin de formaliser le cadre et les modalités d'intervention de la Communauté de communes

8. Transfert pouvoirs de police spéciale

Monsieur le Président rappelle que désormais, lorsqu'un EPCI à fiscalité propre est compétent dans un des domaines suivants :

- assainissement,
 - collecte des déchets ménagers,
 - réalisation d'aires d'accueil (ou de terrains de passage) des gens du voyage,
- les maires des communes membres transfèrent au président de cet établissement les attributions de police lui permettant de régler cette activité.

Ce transfert est automatique, il ne nécessite aucun acte du maire.

Toutefois dans un délai de 6 mois suivant le transfert de compétence à l'EPCI ou la date de l'élection du président de l'EPCI, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer, dans chacun des domaines énumérés ci-dessus, au transfert des pouvoirs de police. Il est alors mis fin au transfert pour les communes dont le maire a notifié son opposition. Dans ce cas, le président de l'EPCI peut refuser que le transfert des pouvoirs de police ait lieu pour les autres communes (art. L 5211-9-2 du CGCT).

Les arrêtés des maires portant opposition au transfert des pouvoirs de police concernés, ainsi que l'arrêté du président de la communauté portant renonciation à ce transfert, doivent être publiés et transmis au contrôle de légalité.

Monsieur le Président indique donc que les maires ont jusqu'au 15 Juillet pour refuser le transfert automatique des pouvoirs de police.

Monsieur le Président explique à l'assemblée qu'en tous les cas les maires restent seuls titulaires des pouvoirs de police générale permettant de garantir la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique sur le territoire communal. Le maire reste également officier de police judiciaire.

9. SCOT

Monsieur le Président rappelle à l'Assemblée que le législateur a incité les collectivités territoriales à se doter d'un schéma de cohérence territoriale (SCoT) avant le 1er janvier 2017.

A compter de cette date, les communes non couvertes par un SCoT opposable ne pourront ouvrir de nouveaux terrains à l'urbanisation, sauf dérogation. Cette règle s'applique également sur le territoire des communes dotées de cartes communales.

La question de l'opportunité de l'élaboration d'un SCOT pourrait éventuellement se poser d'autant qu'une aide pourrait éventuellement être sollicitée dans le cadre du CRET Pays.

Monsieur le Président indique également que l'article L. 122-5 IV du code de l'urbanisme prévoit que l'intercommunalité issue de la fusion de plusieurs EPCI adhère dans un délai de six mois à l'établissement porteur de SCOT dans lequel réside la majorité de sa population, le périmètre du SCOT étant étendu en conséquence. Le nouvel EPCI peut néanmoins refuser ce rattachement d'office et choisir un autre établissement porteur de SCOT.

A priori aucun de nos deux EPCI n'est concerné par un projet de périmètre SCOT.

10. Désignation de représentants auprès des différentes instances : MDE, Commission énergie....

Monsieur le Président indique que la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique introduit la création d'une commission consultative entre tout syndicat autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et l'ensemble des EPCI à fiscalité propre.

Le président d'énergie SDED, Jean Bosson, dont le syndicat a d'ores et déjà créé ladite commission, afin de continuer à œuvrer en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, et nous demande de bien vouloir désigner un représentant titulaire

Cette commission, qui se réunit au moins une fois par an, a pour rôle :

- La coordination de l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, la mise en cohérence de leurs politiques d'investissements et l'aide à l'échange de données.
- Après la création de la commission le syndicat peut assurer, à la demande et pour le compte d'un ou plusieurs EPCI qui en sont membres, l'élaboration du plan climat-air-énergie territorial ainsi que la réalisation d'actions dans le domaine de l'efficacité énergétique

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil communautaire désigne comme représentant à la commission énergie Monsieur Jean-Noël PASERO

Monsieur le Président indique que la Mission de Développement Economique (MDE) des Alpes de Haute Provence a voté le poste d'un représentant pour la Communauté de communes Jabron Lure Vançon Durance au sein de leur Conseil d'administration au collège des collectivités territoriales.

Monsieur le Président demande si un élu souhaite se porter candidat, il conviendrait également de convenir d'un suppléant en cas d'absence du titulaire.

Monsieur DAUPHIN, vice-président en charge de l'économie se porte candidat ainsi que Monsieur AVINENS en tant que suppléant.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil communautaire désigne les représentants suivants à la Mission de Développement Economique :

Titulaire :- M. Frédéric DAUPHIN

Suppléant :- M. René AVINENS

11. Questions diverses

➤ Fermeture d'une classe St Vincent sur Jabron

--- Le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Jabron Lure Vançon Durance a été interpellé par la représentante des parents d'élèves de Saint Vincent sur Jabron sur la situation de leur école.

En effet, cette école risque à la rentrée scolaire prochaine de n'avoir plus qu'une classe sur deux. Cette fermeture est d'autant plus inquiétante qu'elle risque de présager à terme la fermeture de l'école de Saint Vincent. Or cette école accueille des enfants de plusieurs communes puisque les Omergues, Curel, Châteauneuf-Miravail, Montfroc et Saint Vincent sur Jabron y sont rattachées.

- ✓ Bien que la compétence scolaire dans la vallée du Jabron ne dépende pas, pour l'heure, de la Communauté de communes, les élus de la Communauté à l'unanimité des membres présents, adoptent la présente

motion contre la fermeture d'une classe sur la commune de Saint Vincent du Jabron.

- ✓ Rappelent qu'une telle mesure contribuerait à accélérer l'exode rural au profit de centres urbains les plus importants ainsi qu'à un déséquilibre accru de l'aménagement de nos territoires.

➤ **Convention aire de grand passage**

Monsieur le Président indique à l'assemblée qu'une nouvelle convention a été proposée pour la prise en charge des frais d'investissements et de fonctionnement de l'aire de grand passage.

Cette convention n'ayant pas été modifiée sur la question des frais de fonctionnement (frais à la seule charge des collectivités), il a été répondu que la convention serait proposée au prochain conseil et qu'il était fort probable que le nouveau conseil communautaire valide la position précédemment prise par la CCLVD.

➤ **Caisson équarrissage**

Monsieur le Président explique à l'assemblée les difficultés rencontrées sur ce dossier puisque l'entreprise d'enlèvement des carcasses facture la Communauté de communes sur des prestations qui ne devraient à priori pas faire l'objet de facturations puisque les éleveurs payent déjà une contribution. Ainsi la CC ne devrait payer pour le caisson que les carcasses provenant des sociétés de chasse dites « hors marché » et l'entretien. Il convient donc d'éclaircir ce point avec les différents interlocuteurs concernés

Date du prochain conseil :

Le prochain conseil se tiendra le 12 juillet 2017.

M. le Président lève la séance à 21h00